

SYRIE

L'armée syrienne progresse avant de fragiles pourparlers de paix

Les forces progouvernementales syriennes se sont emparées d'une localité stratégique dans le nord-ouest, alors que l'ONU prépare avec difficulté les pourparlers de paix qui doivent débuter dans les prochains jours à Genève.

Ainsi, le gouvernement poursuit sur sa lancée avec la prise de la localité de Rabia par «les forces armées, en coordination avec des troupes de défense populaire (milices prorégime)», a annoncé hier la télévision d'Etat. Rabia était contrôlée depuis 2012 par des groupes terroristes, dont des Turkmènes syriens et le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda.

«Au cours des 48 heures, les forces du régime ont encerclé la localité par le sud, l'ouest et le nord, en s'emparant de 20 villages aux alentours», a précisé à l'AFP le directeur de l'OSDH Rami Abdel Rahmane, une ONG proche de l'opposition et basée à Londres.

Les reprises de Rabia et de Salma, un autre bastion rebelle tombé il y a une dizaine de jours, permettent au gouvernement de renforcer son contrôle sur la province de Lattaquié, dont le littoral est le berceau de la famille du président Bachar al-Assad. Pour Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie au

Washington Institute, Rabia, la plus grosse agglomération de la zone montagneuse Jabal Turkmane, est un carrefour d'approvisionnement reliant la frontière turque aux places fortes rebelles.

«En s'emparant de cette route, l'armée syrienne peut bloquer les infiltrations des rebelles vers le sud et Lattaquié. Ils auront désormais du mal à s'approcher ou lancer des missiles sur l'aéroport» de Hmeimin, selon lui.

Cet aéroport situé au sud de Lattaquié est utilisé comme base militaire par la Russie qui mène depuis le 30 septembre une intense campagne de frappes aériennes en soutien au régime.

Selon M. Abdel Rahmane, de hauts responsables militaires russes ont dirigé la bataille de Rabia et les frappes russes y «ont joué un rôle essentiel».

Des combats meurtriers se déroulent également depuis plusieurs jours pour le contrôle de la province de Deir Ezzor, dans l'est. 47 civils, dont neuf enfants et deux



Photo : DR

femmes, ont péri samedi dans le village de Khasham, dans des frappes probablement menées par l'aviation russe, tandis que 44 autres ont été tués la veille près de la ville de Deir Ezzor, selon l'OSDH.

Loin du terrain militaire, l'incertitude demeure sur la date du début des négociations indirectes sous l'égide de l'ONU entre le régime et l'opposition. Elles devaient s'engager aujourd'hui à Genève mais seront proba-

blement retardées de quelques jours, sur fond de désaccords liés à la délégation de l'opposition. Ces pourparlers soulèvent des espoirs prudents après l'échec des précédentes négociations de janvier-février 2014.

Depuis, le conflit s'est complexifié avec la multiplication des acteurs dont des grandes puissances et la montée en puissance de l'organisation terroriste Daesh sur un territoire

de plus en plus morcelé. Le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier a affirmé hier la nécessité d'inclure les groupes rebelles dans les discussions.

«Où pensez-vous trouver des groupes modérés après plus de cinq ans de guerre civile et d'extrême violence ?», a-t-il demandé. «Bien sûr, nous ne voulons pas à la table de terroristes ou d'islamistes extrémistes qui voudront seulement saboter la solution politique, mais nous avons besoin de tous ceux qui représentent la société syrienne, qui exercent un pouvoir de facto (...) et sont prêts à mettre un terme aux combats dans le cadre des pourparlers», a-t-il déclaré, cité par le journal *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*.

Cette ligne n'est pas partagée par Moscou, qui a critiqué la nomination à la tête de la délégation de l'opposition syrienne de Mohamed Allouche, le chef du groupe islamiste prosaoudien Jaïch al-Islam, qualifié de «terroriste» par le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

Les discussions de Genève doivent porter sur la feuille de route établie en décembre par le Conseil de sécurité de l'ONU qui prévoit un cessez-le-feu, un gouvernement de transition dans les 6 mois et des élections dans les 18 mois.

LIBYE

Appels pressants à l'approbation du gouvernement d'union nationale, possible intervention militaire occidentale

La situation sécuritaire en Libye continue de se dégrader, notamment avec les dernières attaques terroristes dans le nord du pays, alors que la communauté internationale appelle les différentes parties antagonistes à l'approbation du gouvernement d'union nationale, au moment où les Occidentaux envisagent d'ores et déjà une intervention militaire.

Ces derniers jours, le terrain est marqué par des violences, dont l'attaque aux roquettes menée jeudi par des groupes terroristes affiliés à l'organisation autoproclamée «Etat islamique» (Daesh) contre des installations pétrolières du terminal de Ras Lanouf, dans le nord du pays.

«Quatre réservoirs contenant environ deux millions de barils de brut sont en feu. L'incendie déclaré dans l'un des réservoirs est complètement hors de contrôle», a indiqué une source sécuritaire à Ras Lanouf, où les pompiers s'attellent à éteindre les flammes, qui se dégagent de trois équipements pétroliers.

Depuis la chute du régime de l'ancien leader Maâmmar El-Gueddafi en 2011, la Libye est plongée dans une longue crise politico-sécuritaire. Les combats opposaient au début des parties libyennes antagonistes, mais la situation s'est aggravée avec l'implantation et la progression de groupes terroristes liés à Daesh.

Daesh a gagné du terrain en Libye depuis un an, tirant profit du chaos politique: deux

autorités s'y disputent le pouvoir avec l'une basée dans la capitale Tripoli, et l'autre, dont le dernier Parlement élu, siégeant à Tobrouk, dans l'est du pays.

Sur le plan politique et après d'âpres pourparlers interlibyens, sous l'égide de l'ONU, un gouvernement d'union nationale a été annoncé mardi dernier, une étape prévue par l'accord signé le 17 décembre.

Ce nouveau gouvernement est composé de 32 ministres et destiné à rassembler les factions rivales pour rétablir la paix et la stabilité dans le pays. Toutefois, ce gouvernement doit encore être approuvé par une majorité des deux tiers du Parlement de Tobrouk.

C'est dans ce sens que la communauté internationale, qui a qualifié d'«étape décisive» cette annonce d'un gouvernement d'union nationale, a renforcé la pression sur le Parlement de Tobrouk pour approuver la composition du nouveau gouvernement.

Le représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), Martin Kobler, avait souligné la nécessité de passer immédiatement à la phase suivante du processus, à savoir l'approbation par la Chambre des représentants du gouvernement proposé.

«J'appelle les membres de la (Chambre) et sa présidence à placer l'intérêt national au-dessus de toute autre considération et à se réunir sans tarder afin de discuter et d'approuver le

cabinet proposé». En cas d'échec du processus de paix libyen, et vu la situation sécuritaire dégradante dans le pays, où Daesh profite du chaos pour élargir son emprise sur de vastes parties du territoire pour notamment tenter de contrôler les réserves pétrolières (les plus importantes en Afrique), les Occidentaux n'écartent pas une intervention militaires pour «anéantir le groupe terroriste».

Mecredi à Paris, le chef d'état-major interarmées américain, Joseph F. Dunford avait indiqué qu'une action militaire en Libye «était nécessaire pour enrayer la progression de Daesh» dans ce pays nord-africain.

«Sans aucun contrôle, je crains que l'EI ne s'étende encore en Libye (...). Je crois donc que les chefs militaires doivent présenter au

secrétaire à la Défense (Ashton Carter) et au président (Barack Obama) un projet pour s'occuper de la progression de Daesh en Libye», avait déclaré le responsable américain.

Le responsable américain, n'avait pas donné de précisions sur l'intervention.

Pour sa part, le porte-parole du gouvernement de Tobrouk, Hatem al-Arabi, avait appelé vendredi à une «intervention limitée de la coalition internationale en consultation avec les parties légitimes, pour protéger les champs pétroliers des attaques de Daesh».

Il a notamment évoqué des «frappes aériennes contre les sites de Daesh» en Libye.

Le président du Conseil présidentiel libyen aujourd'hui en Algérie.

Le président du Conseil présidentiel de Libye, Faiz Serraj effectuera, à la tête d'une délégation, une visite de travail en Algérie lundi, a indiqué dimanche un communiqué des services du Premier ministre. Cette visite s'inscrit dans le cadre de «la poursuite des efforts de l'Algérie pour le parachèvement de la solution politique consensuelle entre Libyens, seule à même de préserver la souveraineté de ce pays frère et voisin, son intégrité territoriale et l'unité de son peuple», a précisé la même source. Cette visite, qui entre «dans le sillage du processus politique conduit par les Nations unies, soutenu aux plans régional et international, sera l'occasion de procéder à une évaluation de la situation en Libye et dans la région à la lumière des récents développements et d'examiner les perspectives de renforcement et de consolidation des relations bilatérales de coopération dans les divers domaines», a ajouté la même source.

L'Algérie réaffirmera, à cette occasion, son «appui» à la Libye qui fait face à «de multiples défis, notamment ceux liés à la mise en place de nouvelles institutions, la lutte contre le terrorisme et le rétablissement de la paix et de la sécurité».

APS



Ooredoo dans le Top des meilleurs employeurs en Algérie de l'année 2015

Ooredoo s'illustre parmi les plus grandes firmes férentes entreprises nationales et multinationales te est confirmée à travers ce prix et par le meilleur centaine de pays dans le monde. Cette étude en se classant parmi les Meilleurs Employeurs en qui ont participé à ce programme qui promeut les taux d'engagement employé de la région Mena donne la parole aux employés et porte essentiellement sur la perception des collaborateurs quant à l'Algérie de l'année 2015 dans le cadre du pro-sociétés activant en Algérie et offrant le meilleur pour la troisième année successive. Le trophée du Meilleur Employeur en Algérie de la gouvernance de l'organisation et le style de l'Institut «Best Companies USA» et qui met en A cette occasion, le directeur général de Ooredoo, l'année 2015 représente une reconnaissance de management, les pratiques en matière de politique RH, la rémunération, les avantages sociaux, travailler. M. Joseph Ged, a déclaré : «Nous sommes hono-l'excellence de l'entreprise et récompense les efforts consentis par Ooredoo en matière de culture des relations professionnelles entre collègues, le Le trophée a été remis aux représentants de tion qui vient enrichir le palmarès de Ooredoo, re de l'entreprise, d'environnement de travail et climat au travail, l'image et l'appartenance, la Ooredoo lors d'une cérémonie organisée, le jeudi Algérie et qui conforte notre politique en matière d'opportunités d'évolution offerts à l'encadre-qualité et l'excellence et enfin le facteur sociétal. 21 janvier 2016 à l'hôtel Sofitel - Alger, en présen-de valorisation de la ressource humaine qui est ment et à tous les collaborateurs. En Algérie, le programme «Best Companies» est ce d'un panel exceptionnel d'experts en res-pour nous la véritable richesse de l'entreprise. Pour rappel, le programme connu mondialement organisé en collaboration avec le cabinet Lycom sources humaines. sous le nom «Best Places to Work» est initié par un partenariat avec plusieurs organismes institu-La cérémonie de remise des trophées a réuni dif-compétences algériennes, notre stratégie gagnan-l'«Institut Best Companies-USA» dans plus d'une tionnels algériens.